

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 05/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE

3 rue du Colisée - Le Colisée
30947 Nîmes

Références :
Code AIOT : 0006605013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement exploité par la COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE implanté Lieu-dit Banquet 30320 Poulx. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est effectuée dans le cadre d'une opération de contrôle inopiné de déchetteries dans le département du Gard, sur la thématique de la prévention du risque d'incendie, dans un contexte de sécheresse avant la prochaine période estivale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE
- Lieu-dit Banquet 30320 Poulx
- Code AIOT : 0006605013

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie a fait initialement l'objet du récépissé de déclaration n° 02.077N du 10 juin 2002.

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole a pris la compétence relative à la collecte et au traitement des déchets depuis le 1er janvier 2011. Elle gère à ce titre 14 déchetteries présentes sur son territoire, dont celle implantée sur la commune de Poulx.

Du fait de la modification de la nomenclature par le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012, l'exploitant a procédé le 21 mars 2013 à la déclaration d'antériorité pour son classement sous les rubriques n°s 2710-1a et 2710-2a (régime de l'autorisation) de la nomenclature des installations classées. Il a obtenu de la préfecture du Gard, le récépissé de déclaration d'antériorité n° 14.054N du 28 avril 2014.

La déchetterie de Poulx a été construite en 2002 au lieu dit Banquets, à l'entrée sud du village.

Le site s'étend sur une surface de 6 350 m² et comprend une partie des parcelles n°s 1 et 18 de la section AZ du plan cadastral.

Les habitations les plus proches se trouvent à 100m au nord de la déchetterie.

Le site vient rejoindre au sud le dôme de l'ancienne décharge d'ordures ménagères de Poulx.

La déchetterie, d'une surface de 1 700 m², comprend :

- une rampe d'accès,
- un local d'accueil,
- un local technique,
- un conteneur étanche d'entreposage des DEEE,
- 7 quais de déchargement avec bennes,
- un conteneur étanche pour la réception des huiles usagées,
- des colonnes de collecte des papiers, du verre et des huiles alimentaires.

Ces équipements permettent le stockage d'une quantité de déchets dangereux de 7,4 tonnes et un volume de déchets non dangereux de 270m³.

Une plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts a été créée en 2009, dans la continuité de la déchetterie. Elle permet le stockage de 1600 m³ de déchets verts qui étaient apportés par les particuliers et déposés à même le sol en attente de la réalisation de leur broyage, par campagne.

Par courrier en date du 3 juin 2014, la Communauté d'Agglomération de NIMES METROPOLE a sollicité la régularisation de la situation administrative de la plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts attenante à la déchetterie de POULX.

Par courrier du 17 novembre 2014 le pétitionnaire a informé la préfecture que l'activité de broyage de la plate-forme avait été suspendue depuis le 9 octobre 2014.

La communauté d'Agglomération de NIMES METROPOLE a engagé une étude sur la gestion des déchets à l'échelle de l'agglomération, portant sur l'ensemble des déchetteries qui pourrait modifier la gestion des déchets verts.

En l'attente du résultat de cette étude, elle a mis à disposition de la déchetterie des bennes pour le transfert des déchets verts à destination d'une installation de broyage extérieure au site.

Elle a sollicité de la préfecture du Gard, l'autorisation de poursuivre l'exploitation de cette zone plate-forme en tant que zone de stockage de déchets verts et a demandé la suspension de l'instruction du dossier pour une période de 18 mois correspondant au délai nécessaire pour clarifier le devenir du site de Poulx, dont il a été pris acte.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a permis en outre à l'inspection de constater que l'exploitant ne respectait pas l'obligation légale de débroussaillage sur une profondeur de 50 mètres imposée par l'arrêté préfectoral n°2013008-0007 du 8 janvier 2013 dans la zone d'implantation de sa déchetterie de Poulx.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Ventilation des locaux.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Formation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Obligation de débroussaillage des terrains	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater plusieurs points non conformes sur la thématique du risque incendie qui peuvent être rapidement corrigés. D'autres points non-conformes sur d'autres thématiques ont été relevés à l'occasion de cette visite, concernant notamment le mode de stockage des déchets dangereux à l'extérieur de l'armoire dédiée et l'absence de clôture interdisant l'accès à la plateforme de dépôt des déchets verts, qui contribuent aussi à accroître le risque d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. [...] Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. [...]
Constats : L'inspection a constaté que seule la déchetterie est ceinte d'une clôture grillagée fermée par un portail en dehors des horaires d'ouverture. La plateforme de dépôt des déchets verts en revanche, qui fait partie de l'installation, n'est pas clôturée. Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Ventilation des locaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.
Constats : Il a été constaté que l'armoire de stockage pour déchets ménagers spéciaux (DMS) n'était pas équipée de grilles d'aération ou d'un autre dispositif permettant d'assurer une ventilation du local. Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. [...]
Constats : Il a été constaté que le local technique de la déchetterie n'est pas équipé d'un détecteur de fumée. Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; — de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; — d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; — d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.[...] <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté la présence sur le site de la déchetterie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une ligne téléphonique fixe doublée d'un portable permettant d'alerter les secours; - de 4 extincteurs répartis de la façon suivante: 2 dans le local d'accueil, 1 dans le local de stockage des déchets dangereux (DDS) et 1 dans le container des DEEE; - d'une bache incendie implantée à l'intérieur du site à l'entrée de la déchetterie, et d'une borne de raccordement à cette bache. <p>Le registre de sécurité présenté par le gardien et les étiquettes apposées sur ces extincteurs indiquent qu'ils ont été vérifiés en date du 02/06/2023.</p> <p>Toutefois, il n'a pas été constaté la présence d'extincteur sur les aires extérieures présentant des risques spécifiques, notamment à proximité de la plateforme de dépôt des déchets verts.</p> <p>De plus, il a été constaté l'absence de plan des locaux sur le site à l'attention des services de secours, comportant une description des dangers pour chaque local.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de justificatif du dimensionnement de la bache ni de la disponibilité effective des débits d'eau délivrés par la prise de raccordement.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé susceptibles de suites s'ils ne sont pas rapidement corrigés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : — l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; — l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; — les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; — la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une affiche apposée sur la porte du local de stockage des DMS, interdisant notamment d'apporter du feu et de fumer. Toutefois, il a été constaté l'absence des autres consignes d'exploitation sur le site. Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Formation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : [...] — le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
Constats : Le gardien de la déchetterie a déclaré qu'il bénéficie d'une formation au risque incendie et à la manipulation des extincteurs chaque année, sans toutefois être en mesure d'en présenter les justificatifs à l'inspection lors de la visite. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé, sous quinzaine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Locaux d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque de pollution et d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.
Constats : L'inspection a constaté la présence de 4 caisses palox entreposées à l'extérieur de l'armoire de stockage des déchets dangereux, contenant des déchets dangereux spécifiques: bidons de produits combustibles et pateux. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article I > 2.2. de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 (2710-1-b) susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.
Observations : L'armoire prévue pour l'entreposage des DDS apparaît visiblement sous-dimensionnée pour y stocker l'ensemble des déchets dangereux présents (pots de peinture, bidons non vides), ce qui devrait conduire l'exploitant à adapter la capacité d'accueil de la déchetterie à la quantité de produits dangereux apportés ou à revoir le planning d'évacuation de ces déchets pour éviter leur accumulation dans les conditions non conformes constatées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Obligation de débroussaillage des terrains

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article L.511-1: Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Article L.512-8: Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
Constats : L'inspection a constaté que le débroussaillage des abords de la déchetterie n'avait pas été réalisé au jour de la visite conformément aux obligations légales de débroussaillage (OLD) prescrites par le préfet sur le département du Gard, et que la végétation de la garrigue environnante entourait la déchetterie et la plateforme de dépôt des déchets verts attenante. Ce non-respect des OLD constitue un risque important de propagation d'incendie depuis l'installation vers l'extérieur et réciproquement, accentué par la présence des déchets verts non protégés par une clôture. Ces constats de faits susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment à la sécurité publique, constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article L.512-8 du même code, susceptibles de suites s'ils ne sont pas rapidement corrigés, sous quinzaine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

Annexe au rapport : Planche photographique



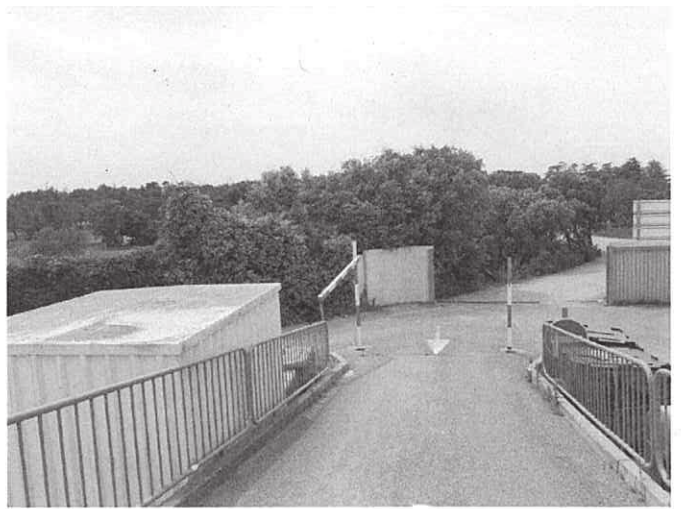
Palox de déchets dangereux à l'extérieur du local dédié



Plateforme des déchets verts non clôturée



Abords de la plateforme non débroussaillés



Abords non débroussaillés côté ouest

